

*Les crédits*

**M. McDermid:** Je regrette, mais c'est en cours. Peut-être pas dans toutes les banques, mais je connais deux banques où cela se fait.

**M. Mills:** Quelles sont ces deux banques?

**M. McDermid:** La Banque de Nouvelle-Écosse et la Banque canadienne impériale de commerce offrent toutes deux un programme à l'intention des petites entreprises. Je puis dire à mon collègue que, compte tenu de la compétitivité qui a cours dans le monde financier, je suppose que les autres banques emboîteront bientôt le pas. Voilà de quoi tout cela retourne. Voilà pourquoi ces modifications sont proposées. Je partage les préoccupations du député.

Mon collègue est là à japper pendant que je présente mes observations. Je suis en train de lui dire que je partage ses préoccupations et que nous travaillons à résoudre le problème.

**Une voix:** Travaillez plus fort!

**M. McDermid:** Je crois que les banques sont en train de changer d'avis à cet égard aussi.

L'autre chose que le gouvernement a faite en modifiant la loi sur les institutions financières, c'est autoriser les sociétés de fiducie à accorder aussi des prêts commerciaux. Je crois que cela va contribuer à stimuler la concurrence.

**Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe):** Monsieur le Président, j'aimerais simplement changer l'éclairage sous lequel se présente ce budget.

La réduction du déficit semble une obsession, une idée fixe au Canada. Je parle d'obsession parce que je crois qu'il s'agit encore une fois d'une erreur due à une vision linéaire des choses. Je voudrais poser la question suivante à mon vis-à-vis: que fait le gouvernement pour corriger le déficit environnemental que nous connaissons actuellement au Canada?

**M. McDermid:** Le gouvernement a lancé un programme environnemental parmi les plus complets, dont tous les écologistes ont fait l'éloge. Nous sommes en train de le mettre en oeuvre.

**Une voix:** Que faites-vous?

**M. McDermid:** Ce que nous faisons? J'ai passé beaucoup de temps dans la région des Grands Lacs, dans mon enfance, notamment sur les rives du lac Érié, et je peux dire à mon amie qu'il existe une différence phénoménale entre le lac que j'ai connu alors et ce qu'il est aujourd'hui. Je peux voir le fond du lac à des endroits où l'on n'avait jamais pu le faire. Les mesures touchant l'environnement

prises à l'échelon tant fédéral que provincial et municipal portent fruit.

La députée parle d'obsession de réduction du déficit. Je ne sais pas très bien dans quel camp elle se range, celui de son chef, de Bob Rae, de Steve Langdon, de Roy Romanow ou qui sais-je encore? Pourtant, les provinces, y compris celles qui ont à leur tête les deux premiers ministres néo-démocrates que j'ai nommés, à savoir la Saskatchewan et l'Ontario, comprennent que la réduction du déficit est prioritaire.

• (1115)

En matière de compression des budgets de fonctionnement, le ministère de l'Environnement fait sa part, comme de raison. Son budget a été réduit, mais les fonds alloués au Plan vert sont encore très, très considérables et il s'acquitte admirablement de sa tâche. Le secret des dépenses fédérales en matière d'environnement, c'est qu'elles doivent faire bouler de neige dans le secteur privé, et c'est précisément ce qui se produit. Chaque fois que le gouvernement fédéral investit quelques dollars, le secteur privé en investit de plus en plus. Nos industries font des efforts de dépollution.

Sudbury par exemple n'est plus un objet de risée. C'est une fort jolie ville. Elle a fait des efforts énormes pour réduire la pollution et elle a très bien réussi. Des cas comme celui-là, on en voit d'un bout à l'autre du pays. Il reste encore beaucoup à faire, je suis le premier à l'admettre, mais nous allons y arriver.

Comme tous les ministères, le ministère de l'Environnement a dû faire sa part pour arriver à freiner les coûts, comme le réclamait la population. C'est ce qui ressort des consultations que nous avons menées, le ministre des Finances, le Président du Conseil du Trésor et moi-même, pendant qu'on élaborait le budget. Des gens de tous les horizons professionnels nous ont tous dit la même chose, qu'ils fassent partie d'associations de personnes handicapées, de groupes de gens d'affaires ou d'organismes à vocation sociale. Tous comprennent que si les déficits ne sont pas maîtrisés, les programmes dont nous bénéficions encore, bien que leur envergure ait été réduite, risquent de disparaître complètement. Ils en sont conscients et nous appuient donc dans nos efforts visant à réduire le déficit du gouvernement fédéral, comme ils appuieront aussi, j'en suis sûr, les efforts des gouvernements provinciaux en ce sens.

**M. Peter Milliken (Kingston et les Îles):** Monsieur le Président, dans son discours, le député n'a pas beaucoup parlé de la motion. Je peux comprendre pourquoi il n'a